

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS  
Lausanne, Rue St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT			
	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 10 centimes.

# GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Nendach, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 24 octobre 1891.

### BULLETIN POLITIQUE

Le congrès socialiste d'Erfurt a joué en petit la Convention nationale. Robespierre-Bebel a demandé l'excommunication, sinon la tête des Hébertistes, Werner, Auerbach, Wildberger, Lütke et Schulze. Il l'a obtenue. Mais quand il a voulu tourner ses foudres contre Danton-Vollmar, il a été moins heureux. L'assemblée a absous le chef socialiste bavarois de l'accusation de modérantisme dirigée contre lui. Bebel, Liebknecht et Singer, restent le triumvirat dirigeant du parti. Mais ils devront tolérer à leur droite les parlementaires conduits par M. de Vollmar.

Il est assez piquant de le constater, les querelles de personnes ont absorbé tout le temps d'un parti qui se pique de sacrifier aux principes seuls. Si bien que le programme a été voté in globo et sans discussion, conformément au rapport de M. Liebknecht.

Ce document préconise cependant toute une révolution politique et sociale et valait bien d'être débattu, autant que les divergences entre les groupes et sous-groupes à propos de rivalités personnelles mal dissimulées sous le nom de « méthode de propagande » du parti.

Dans le domaine de l'organisation de l'Etat, voici ce que demande la démocratie socialiste allemande :

Suffrage universel sans distinction de sexe. — Réforme de la loi électorale. — Répartition plus juste des circonscriptions électorales, en attendant l'adoption de la représentation proportionnelle. — Législation de deux ans; fixation du scrutin au dimanche; indemnités aux députés; droits politiques retirés seulement aux personnes sous tutelle. — Législation directe par le peuple. — Gouvernement direct par le peuple dans l'Empire, la province, la commune. — Election directe de toutes les autorités par le suffrage universel. — Vote annuel des impôts. — Remplacement des armées permanentes par la garde nationale. — Décision de la paix et de la guerre réservée au peuple. — Conflits internationaux résolus par l'arbitrage. — Abrogation des lois entravant la liberté de la presse et la liberté d'association. — Réhabilitation de la femme, rétablissement de la femme dans une situation égale à celle de l'homme. — La religion est une affaire privée: suppression du budget des cultes. — Laïcisation; école obligatoire gratuite. — Justice rendue gratuitement par des juges élus par le peuple; suppression de la peine capitale; indemnités aux personnes condamnées injustement.

On remarquera qu'il n'est pas question de république en tout cela. C'est probablement pour éviter une intervention de la police. Car on voit difficilement la monarchie héréditaire subsistant au sommet de l'organisation ultradémocratique préconisée par ce large programme, dans lequel les utopies dangereuses couloient des progrès rationnels déjà réalisés et fonctionnant sans secousses dans plusieurs pays.

Sur le terrain social et économique, voici quels sont les vœux du congrès d'Erfurt :

Assistance médicale, naissances et inhumations gratuites. — Impôts progressifs sur le revenu; impôt sur le capital, avec déclaration personnelle obligatoire; impôts progressifs sur les successions, selon le degré de parenté. — Suppression de tous les impôts indirects, des droits de douane et d'autres droits frappant les intérêts généraux des masses. — Lois protégeant les ouvriers; la journée de travail de huit heures. — Défense d'employer les enfants avant quatorze ans; restriction du travail de nuit; repos de trente-six heures par semaine. — Mesures de surveillance ainsi que d'hygiène dans les fabriques; mesures protégeant les ouvriers des campagnes et les domestiques à gages. —

FEUILLETON DE LA GAZETTE

### CHARGE D'ÂME

par M<sup>lle</sup> JEANNE MAIRET

Des reporters racontèrent cette histoire à leur façon. On sut que la jeune mariée était fille d'une actrice qui longtemps avait fait les délices du Paris élégant. Mante anecdote, plus ou moins vraie, se glissa dans les articles à sensation. Les journaux, très vides en attendant la rentrée des Chambres, s'amusaient à broder sur ce thème. Le frère de la victime devint tout à coup un personnage important. On en fit un portrait peu ressemblant mais très pathétique, pleurant encore ce frère cadet, ne respirant que vengeance, demandant justice à grands cris. M. Bertrand finit par entrer dans le rôle qu'on lui prêtait ainsi, et par être persuadé que, très réellement, son apathie n'avait été que feinte, que, dès la première confrontation avec Robert d'Ance, il l'avait soupçonné.

On ne recevait que peu de journaux au château. Marthe eût voulu les supprimer tous. Edmée, au contraire, les réclamait, en faisait venir d'autres, en quantités, lisait tout, se mettait alors dans un état indescriptible de colère, de rage folle.

Puis, lorsque le silence se fit autour de l'affaire, en attendant le procès, ce silence lui fut presque plus pénible encore. Elle se plaignait de ne pas savoir ce qui se passait, trouvait que le marquis, malgré tout son zèle, ne savait pas y prendre.

Et, dans le petit cercle des quatre femmes, car Mme d'Ance, tout en annonçant chaque jour son départ, restait encore au château, on ne pouvait parler que du désastre. Tous les amis s'étaient empressés d'accou-

Sauvegarde du droit de coalition. — Monopolarisation de toutes les assurances ouvrières de l'Etat, sous le contrôle de délégués ouvriers.

Le socialisme allemand ne réclame donc, pour le moment, ni la nationalisation du sol, ni la propriété collective des capitaux mobiliers. Il se meut dans une série de revendications économiques, — plus que contestables sans doute, — mais dont aucune ne sent la spoliation violente.

C'est ce que l'extrême-gauche, exclue d'Erfurt, ne pardonne pas aux triumvirs. Aussitôt rentrés à Berlin, ses chefs ont convoqué un grand meeting où ils ont fulminé à leur tour contre les proscriptions. On a résolu de fonder un nouveau parti, qui disputera le terrain aux socialistes de l'observance orthodoxe lors des prochaines élections. Ce groupe a fait une recrue importante en la personne de M. le Dr Bruno Wille, jeune écrivain naturaliste de talent, fondateur du Théâtre Libre de Berlin. C'est un nom à retenir, car il ne manquera pas de revenir souvent dans les polémiques futures.

La République argentine est de nouveau en proie à une crise politique dont il est impossible de prévoir la portée.

Les dépêches ont signalé un vote de blâme émis contre le président Pellegrini par le Sénat et le commencement d'une crise ministérielle. Voici, sauf erreur, les incidents qui ont amené ces événements :

La date des élections générales pour l'élection d'un nouveau congrès et d'un nouveau président de la République en remplacement de M. Pellegrini, qui a succédé à M. Juarez Celman, après que celui-ci eut été renversé, est très proche. Il semblait que tout le monde, sauf les derniers complices de M. Juarez Celman, — le chef d'Etat qui a fait en peu de mois une si scandaleuse fortune aux dépens de son pays et surtout des créanciers de son pays, — fût d'accord pour confier la présidence de la République au général Mitre. Il y a dix-huit mois, celui-ci quitta Paris, son lieu de retraite et de repos, pour se mettre à la disposition de ses concitoyens. Comme il passe pour un homme intègre, — oiseau rare parmi les politiciens de l'Argentine, — on mettait en Europe les plus grandes espérances dans son élection. Il avait l'appui du général Roca, ex-président et ex-ministre de l'intérieur, et il semblait que tous les désaccords politiques fussent se taire en faveur du seul personnage que l'opinion jugeait en état de tirer la République de ses terribles embarras financiers.

Cet espoir semble déçu. Des intrigues se sont nouées contre la candidature de M. Mitre, des menaces de soulèvement populaire se sont produites; et le général se trouvait amené, ces jours derniers, à retirer sa candidature à la présidence, tandis que son ami Roca, apparemment découragé devant une situation inextricable, annonçait l'intention de rentrer dans la vie privée et d'aller se fixer en Europe. C'est là-dessus que M. Pellegrini a fait une tentative pour amener le général Mitre à maintenir sa candidature, tentative qui lui a valu un vote de blâme de la Chambre haute, vote qui a coïncidé assez curieusement avec le rejet par le Sénat du projet de loi sur le cours forcé voté par la Chambre populaire et la démission de la plupart des ministres.

Tout cela est très obscur, très trouble et demanderait plus d'un éclaircissement. Ce qui est malheureusement trop clair, c'est que la crise financière, qu'on croyait devoir prendre fin à la suite du renversement de M. Celman,

rien, d'offrir leurs services, leur sympathie tout au moins. Et, à force de causer, de recuser, de retourner en tous sens cette triste histoire, on finit par s'y habituer, par ne plus, comme dans les premiers jours, craindre de rencontrer un regard, d'entendre une parole maladroite de curiosité ou de pitié. On se fait à tout, et petit à petit, la vie reprit son train habituel. Pour le moment, on attendait une permission, promise de suite, mais qui n'arrivait pourtant pas, pour une visite au prisonnier.

Alors, les uns après les autres, les voisins de campagne partirent. L'automne s'annonçait froid et triste; l'isolement se fit sentir.

Un jour, pas très longtemps après l'arrestation, Edmée, qui était restée silencieuse pendant assez longtemps, une broderie à la main, dit tout d'un coup :

— Je n'ai jamais compris, Marthe, pourquoi tu as dit au procureur que le jour du crime, ce jour où je t'avais laissée si malade, tu étais descendue au parc...

Marthe tressaillit. Depuis longtemps elle s'attendait à ces mots; puis, elle avait fini par se dire que, dans l'émotion violente qu'elle avait éprouvée, Edmée avait oublié un incident auquel elle ne devait rien comprendre. Cependant la sœur aînée avait décidé que, le cas échéant, elle dirait la vérité, une partie de la vérité au moins, puisqu'il faudrait bien à la fin qu'elle fût révélée. Mais ce ne fut qu'après un instant de silence qu'elle dit gravement :

— C'est que j'y étais descendue, en effet.

— Qu'est-ce que cela pouvait lui faire, au procureur, que tu te fusses, ou non, promenade ?

Marthe était devenue si pâle, que les trois femmes la regardaient avec un étonnement croissant.

— Ecoute, Edmée, j'aurais voulu ne te rien dire de cette... sortie... car je craignais toujours que, dans les choses les plus simples, tu ne voies des dessous in-

puis à la suite des énormes sacrifices consentis par les créanciers européens de l'Argentine, est allée s'aggravant de jour en jour et qu'elle se corse d'une crise politique dont les conséquences menacent d'être déplorables. Les cabinets de l'Europe regarderont-ils toujours avec indifférence les Argentins dévaliser leurs ressortissants ? Ne sauront-ils, vis-à-vis d'engagements outrageusement violés, que regarder et se croiser les bras ? On a parlé vaguement ces jours derniers d'une intervention allemande, d'un mandat donné par l'Europe à l'empire allemand de ramener l'ordre à Buenos-Ayres. Nous ne savons ce qu'il y a de vrai dans ce bruit. Mais des milliers d'Européens dépouillés par cette prétendue république, dont les maîtres empochent en quelques mois des centaines de millions, ne manqueraient pas d'y applaudir.

### La société du Grütli.

Aujourd'hui et demain, 24 et 25 octobre, siège à Lucerne une assemblée extraordinaire des délégués de la société du Grütli. L'ordre du jour de cette assemblée est intéressant à plus d'un titre. La société du Grütli est, actuellement, une des associations politiques les plus agissantes et les plus entreprenantes de Suisse. Il n'en est pas d'aussi bien organisée pour la lutte. Les questions que le Grütli discute et les décisions qu'il prend sont donc d'une portée générale et doivent être connues de tout homme qui prétend être au courant de ce qui se passe dans le pays et s'occupe d'affaires publiques.

Une première série d'objets en discussion rentrent dans la catégorie des affaires d'organisation intérieure de l'association.

Ainsi on discutera diverses questions touchant la rédaction des journaux de la société. Il y en a actuellement trois : le *Grütliamer*, qui rédige avec beaucoup de bon sens et de fermeté M. Vogelsanger, conseiller national ; le *Grütli*, de Lausanne et le *Grütli*, de la Chaux-de-Fonds. La section de Neuchâtel propose que de ces deux dernières feuilles une seule soit dorénavant conservée comme organe officiel de la société ; le comité central appuie cette proposition, tandis que la section de St-Imier voudrait que *Grütli* et *Grütli* fussent supprimés en tant qu'organes officiels et qu'en leur place on publiât une traduction française du *Grütliamer*.

Une autre question est celle des secours. On propose une centralisation des caisses de secours des sections ou bien encore que lorsqu'une demande de secours a été agréée par le comité central, celui-ci en détermine le montant et en répartisse le paiement entre toutes les sections. Mais le comité central n'est pas d'accord ; il n'appuie qu'une seule proposition, celle de la section de Brugg, demandant que les envois de secours soient mis au bénéfice de la franchise de port.

D'autres questions d'organisation intérieure ont une signification plus générale.

Zurich propose que dorénavant les délégués du Grütli aux congrès socialistes internationaux ne soient plus désignés par le comité central, mais élus par les sections. — Saint-Imier voudrait qu'on interdît à une section d'engager, en matière de politique fédérale, une question de referendum ou d'initiative sans l'aveu et l'autorisation du comité central ou de l'ensemble des sections. — En outre, la

quêtants. J'avais remarqué, comme tout le monde, les attentions très significatives de Robert, et j'ai voulu l'interroger. J'avais chargé d'âme. J'ai tenu à jouer le rôle de mère que, depuis ton arrivée, j'avais pris à cœur. J'avais donc donné rendez-vous à Robert, au fond du parc. Au moment où le crime a été commis, nous étions, tous deux assis au pied de la croix de pierre.

Edmée s'était levée toute droite.

Elle légaya :

— Mais alors... comment a-t-on arrêté Robert puis-que tu as dit ?

— Le procureur ne m'a pas crue sur parole. Toi-même, innocemment, tu l'as confirmé dans cette conviction, que pour sauver Robert j'avais menti.

— Et, en effet, tu as menti...

— J'ai dit la vérité.

Edmée parlait avec peine, suffoquée, éramoisée.

Alors, elle éclata avec violence, incapable de se maîtriser, indifférente aux coups qu'elle portait.

— Comment cela... c'est toi qui es cause de toutes ces misères ! Ah ! ne me parlez pas des gens qui prennent vos affaires plus à cœur que vous-même. Je n'avais nul besoin de ton aide. J'ai toujours su mener ma barque toute seule. Si tu ne t'étais mêlée de rien, Robert se serait rendu à l'invitation de Mme Robinson ; il aurait été vu de nous tous, personne n'aurait songé à l'accuser de ce bête d'assassinat. Et moi, je n'aurais pas été dans la situation équivoque, ridicule, de mariée sans mari...

— Edmée ! s'écria Marthe douloureusement.

— C'est vrai pourtant, tout ce que je dis là...

Quand j'étais enfant, on m'a menée dans un petit théâtre ; il s'y trouvait une mariée dont le mariage avait été déclaré irrégulier à cause de je ne sais quoi... on la voyait, à l'acte suivant, toujours en robe blanche, seulement parmi les fleurs de sa couronne, on

même section propose que pour discuter et trancher les questions politiques fédérales on adjoigne au comité central douze personnes autorisées (*Vertrauensmänner*), élues pour trois ans par les sections, suivant un système de représentation proportionnelle et que le comité central serait tenu de convoquer et de consulter au moins quatre fois l'an sur les principales questions à l'ordre du jour dans le pays.

Ces trois propositions tendent évidemment à donner à l'action de la société plus d'unité et d'homogénéité en même temps qu'à restreindre le pouvoir du comité central au bénéfice de l'assemblée générale. — Le comité central propose aux délégués de les rejeter toutes trois.

La section de Soleure propose que la société du Grütli provoque l'exclusion de l'association catholique de Pie IX de la fédération ouvrière suisse. (Il s'agit ici de l'*Arbeiterbund* qui embrasse, comme on le sait, l'ensemble des associations ouvrières suisses et dont l'organe central est le secrétariat ouvrier, subventionné par la Confédération).

L'ordre du jour porte aussi plusieurs questions politiques ou économiques qui intéressent l'ensemble du pays.

Les sections de Berne et de Genève demandent la suppression de la « police politique ». — M. Keller, directeur du chemin de fer de la vallée de la Töss, fera une conférence sur l'achat du Central par la Confédération et proposera que l'assemblée des délégués se prononce en faveur de cette opération. — M. Greulich, secrétaire ouvrier, fera une conférence sur l'assurance contre la maladie et les accidents et M. Seidel, journaliste, un rapport sur le congrès socialiste international de Bruxelles.

Nous remarquons en outre dans le programme de l'assemblée de Lucerne une proposition de la section de Töss tendant à ce que la société du Grütli fasse tous ses efforts pour provoquer l'interdiction de la honteuse pratique en vertu de laquelle, dans certains cantons, les communes placent des orphelins en pension après enchères publiques et au plus bas offrant.

Une autre section, celle de Baar, canton de Zoug, demande qu'il soit interdit aux députés à l'Assemblée fédérale, actionnaires d'une compagnie de chemins de fer, de voter dans des questions touchant aux chemins de fer.

Enfin, le programme porte la grosse question du chômage et du droit au travail. Sur l'initiative de la section de Kriens (Lucerne), le comité central demande à être autorisé à formuler à ce sujet des propositions pour une prochaine assemblée de délégués. Il en existe d'ailleurs déjà. Le droit au travail a été étudié dans plusieurs sections. Quinze d'entre elles : Bâle, Boujean, Berthoud, Birsfelden, Bienne, Gorgémont, Langenthal, Langnau, Lausanne, Menzikon, Oerlikon, Saint-Gall, Trogen, Thun et Winterthur, par conséquent plusieurs centres ouvriers importants de Suisse, veulent que le droit au travail soit inscrit et garanti dans la constitution au même titre et au même rang que les autres droits individuels.

Un avocat de Berne, M. Steck, a même déjà rédigé un article. En voici la traduction :

Le droit au travail est garanti.

Tout citoyen suisse peut exiger que les autorités fédérales compétentes lui procurent un travail correspondant à ses forces et à ses aptitudes, et cela à des conditions qui ne soient pas inférieures à la moyenne générale du pays.

voyait des petites oranges vertes, d'autres déjà presque mûres, et cela faisait beaucoup rire.

— On vous menait voir de jolies choses, murmura la tante Relie.

— Eh bien, continua Edmée, précipitant encore son débit, je regardais tous les matins ma couronne de fleurs d'orange, cherchant les petites oranges vertes... cela me mettait dans de telles fureurs qu'hier je l'ai brûlée. Ici, les domestiques m'appellent la moitié du temps mademoiselle Edmée ; les paysans, quand je passe, me regardent sournoisement. Je vous dis que ma situation est ridicule, intolérable.

De nouveau, dans le silence étonné qui suivit cette sortie, on entendit la tante Relie murmurer :

— Cette fois le neud a cassé l'aiguille — net...

— Ma pauvre petite Edmée, dit Marthe très doucement, quant tu seras de sang-froid tu regretteras ta violence ; tu te diras qu'il est horriblement cruel d'avoir été, dans les meilleures intentions du monde, la cause involontaire d'un malheur affreux... que cela rend les journées pénibles et les nuits atroces...

Mme d'Ance, ne songeant qu'à son fils, s'écria :

— Ah ! Marthe, pourquoi n'avoir rien dit au moment même ? Pourquoi vous être cachée, de façon que maintenant votre parole ne suffise pas à sauver mon enfant ?

— Pourquoi ? pourquoi ? reprit Edmée. Qui sait si tout ce mystère ne cache pas un sentiment inavoué ? Dans le pays — on me l'a fait entendre dernièrement — lorsque Marthe était plus jeune, on lui donnait Robert comme mari.

— Je n'ai pas mérité tes duretés, Edmée, et je ne les souffrirai pas.

Elle s'était levée à son tour, très digne, atrocement pâle, ne réussissant pas à cacher tout ce qu'elle

On sait que les traités d'établissement conclus par la Suisse avec la plupart des pays de l'Europe assurent aux ressortissants de ces Etats établis en Suisse les mêmes droits qu'aux citoyens du pays. Ces étrangers bénéficiaient donc aussi du droit nouveau que M. Steck formule de la façon que nous venons de dire.

On voit que l'assemblée des délégués du Grütli n'a pas de temps à perdre si elle veut aborder tous les articles de son programme et résoudre toutes les questions posées. Elle aura encore à se déterminer sur une proposition toute générale visant la révision de l'ensemble du programme politique du Grütli tel qu'il a été arrêté en 1877.

### Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 23 octobre.

Un peu de politique internationale. — Les vins d'Espagne. — Les poursuites contre l'archevêque d'Aix.

En dépit des assurances pacifiques qui ont été si largement prodiguées dans les discours des gouvernants, en France et ailleurs, la préoccupation de la guerre future reste toujours dominante. L'Europe continue à vivre au jour le jour, espérant sans cesse que la guerre n'éclatera pas de si tôt, mais ne se faisant pas trop d'illusions non plus, sur les possibilités d'incidents qui viendraient en rapprocher l'échéance.

Cette situation n'est d'ailleurs pas nouvelle, et si je la rappelle ici, c'est pour introduire un côté particulier de la question, qui donne en ce moment lieu à de nombreux commentaires.

L'attention s'est portée récemment sur l'Espagne et sur son attitude probable en cas de conflagration européenne. La position géographique de ce pays semble le soumettre naturellement à l'influence française ; tout au moins est-il difficile de comprendre comment le gouvernement espagnol serait conduit à faire cause commune avec la triple alliance, alors que tout le territoire français le sépare des alliés éventuels que lui attribuent les auteurs de cette supposition.

Mais un nouveau facteur est intervenu. Si la France a été longtemps le débouché naturel de beaucoup de marchandises espagnoles, en particulier des vins de la péninsule, largement utilisés pour les coupages de vins français, la nouvelle politique économique de nos Chambres va changer tout cela. En l'absence de traité de commerce, les vins espagnols ne pourront plus entrer. La question douanière aura-t-elle un coup sur la politique générale ? Beaucoup le redoutent, affirmant que l'Espagne se verra forcément amenée, par la recherche de nouveaux débouchés, à chercher aussi les sympathies et l'appui de nations qui ne comptent pas précisément parmi les amis de la France.

De là toute une discussion dans nos journaux. Quelques-uns se sont empressés d'interroger les principaux représentants des partis politiques espagnols, qui généralement ont protesté de leur foi dans la fermeté des liens unissant les deux peuples séparés par les Pyrénées. Mais ces opinions individuelles n'ont qu'une importance relative dans le débat. Mieux vaudrait que la Chambre envisageât sérieusement les conséquences que peut avoir

souffrait. Edmée en sentit enfin un peu de honte.

— Je te demande pardon, Marthe, mais si tu savais combien je suis malheureuse !

— Hélas ! pauvre enfant, dit Marthe l'embrassant très tendrement, je souffre de ton chagrin aussi bien que de mes angoisses.

Et après cette explosion de violences, d'injustes récriminations, il y eut un silence ; puis on chercha à parler d'autres choses, sans y réussir. Alors, au bout d'un certain temps, Mme d'Ance dit :

— J'ai quelque chose à proposer. Je pars tout à l'heure pour la villa, où ma présence est nécessaire, et la solitude me fait peur. Si Edmée voulait m'accompagner, elle prendrait possession de l'appartement aménagé pour elle ; elle serait là dans son petit royaume, chez son mari. Et j'aurais soin, ma chère enfant, ajouta-t-elle avec un pâle sourire, qu'on ne vous dise jamais « mademoiselle ». Marthe ne restera pas seule puisque sa tante lui a depuis de longues années servi de mère, et elle est si bonne, si généreuse, qu'elle me cèdera pendant quelque temps du moins, sa petite sœur...

Et ce fut ainsi. Cette solution amena une détente. Edmée, comme une enfant gâtée et volontaire, une fois son accès de colère passé, ne comprenant plus bien sa violence, cherchait à la faire oublier, à se faire, comme dans le passé, câline et charmante. Mais elle fut pourtant heureuse de partir avec sa belle-mère.

Lorsque le bruit de la voiture qui emportait les deux femmes se perdit dans le lointain, Marthe, comme au temps de son enfance, s'assit sur un tabouret, et, très lasse, posa sa tête sur les genoux de sa tante. Le silence du grand salon lui semblait reposant, les douces caresses de la main potelée de Mme Despois lui firent du bien ; elle pouvait à son aise ou parler ou se taire, elle n'était plus forcée de se contraindre.

son protectionnisme exagéré, si elle n'était pas uniquement absorbée par la préoccupation des intérêts des agriculteurs et des industriels français.

La question espagnole n'est d'ailleurs qu'une partie du débat. A l'égard d'autres pays la situation est analogue. Seulement on a été un peu surpris d'avoir à envisager subitement l'hypothèse du maintien d'un corps d'armée sur les Pyrénées, en cas de guerre sur les frontières de l'est, sans parler des complications qui pourraient résulter en Algérie. Il n'y aurait rien d'impossible à ce que ces considérations prissent, dans la discussion future au Sénat, une importance plus grande que devant la Chambre.

Dans l'affaire de l'archevêque d'Aix, la polémique se maintient très vive. Le *Journal des Débats* s'est prononcé contre des poursuites correctionnelles qui lui paraissent dépasser la mesure. Dans le *Figaro*, M. Magnard déclare que le gouvernement a commis une « bêtise », le mot « faute » ne lui paraissant pas suffisant dans la circonstance donnée.

Il est clair que l'incartade de Mgr Gouthé-Soulard, la répression que tient à obtenir le gouvernement et toutes les querelles de la presse, vont ramener sur le tapis d'autres aspects de la lutte religieuse. La discussion du budget des cultes s'en ressentira. Déjà diverses propositions se font jour pour l'abrogation du concordat, ou pour son application plus rigoureuse, ainsi que pour la séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat. Sur la question, chaque année renouvelée, du maintien ou de la suppression de l'ambassade française au Vatican, le débat sera aussi rendu plus violent. Toutes ces conséquences peuvent bien faire douter de l'opportunité d'une mesure qui agit à ce point les passions, pour un résultat en somme fort secondaire.

La discussion du budget s'est poursuivie hier. Deux membres de la majorité, MM. Jammes et Balthaut, ont émis certaines critiques. Le premier regrette entre autres l'ajournement de la réforme des boissons, ce qui a amené à la tribune M. Casimir-Périer, pour défendre l'œuvre de la commission qu'il préside. On suppose que la discussion générale prendra fin samedi.

« C'est un acte de mauvaise politique et un mauvais procès », disaient hier les *Débats*, le plus éclairé des journaux républicains, au sujet des poursuites contre l'archevêque d'Aix.

Cette opinion est celle de journalistes peu suspects de sympathies cléricales.

Il faut toujours agir avec calme, lorsqu'on est le pouvoir légal, lorsqu'on est la force, écrit M. Charles Laurent dans le *Matin*. Cette poursuite-là sent la colère; donc, elle est déplacée.

Il faut de plus ne jamais menacer, ne jamais lever la main que lorsqu'on est sûr de frapper rudement l'adversaire, et rien n'est ridicule comme l'attitude d'un monsieur qui reste le bras en l'air tandis que son impertinent interlocuteur lui a tourné le dos et s'éloigne prestement.

Or, je crains bien que M. Gouthé-Soulard, moyennant la simple déclaration, faite devant les juges, qu'il n'a pas eu du tout l'intention d'offenser personnellement le ministre, et que le caractère sacré dont il est revêtu écarte tout soupçon de provocation, ne se tire de là les braies nettes et ne regagne son diocèse en se moquant du procureur.

L'aventure s'est déjà produite il y a dix ans. Un autre évêque, qui écrivait de Valence des lettres aussi salées pour le moins que celles de Monseigneur d'Aix, a été amené, lui aussi, sur les bancs de la cour d'appel de Paris, jugeant correctionnellement. Il est venu dans sa belle robe violette. Il a été modeste à l'audience, — modeste et railleur à la fois. (C'est tout au plus s'il n'a pas béli l'auditeur et les juges avant de répondre à l'interrogatoire). Puis, quand les plaidoiries ont été achevées, le tribunal s'est aperçu tout à coup de l'énormité du jugement qu'il allait rendre, pour la ténacité du délit. Il s'est demandé s'il y a dans nos prisons assez de place pour y fourrer un évêque qui a manqué de mesure, quand il y a par les chemins tant de malandrins que l'on ne peut loger. Bref, il a acquitté M. Cotton. — Vous verrez qu'il acquittera M. Gouthé-Soulard !

Voilà déjà une fâcheuse perspective. Renvoyé des fins de la plainte, l'archevêque ne sera pas seulement au milieu des siens comme la brebis égarée, menacée un instant de la dent du loup sauvage, et qui, revenue au bercail, reçoit tous les témoignages de tendresse du troupeau béant et du bon pasteur. Il deviendra aussi le vivant témoignage de la force reconquise par une faction politique déguisée avec les oripeaux de la religion. Il servira désormais de modèle à tous ceux qui voudront se dresser, dans leur irresponsabilité épiscopale, devant le pouvoir laïque, et vous pouvez vous fier aux plumes souples et ingénieuses des

Après un temps de silence, la tante Rélie se pencha et souffla très bas, d'une voix infiniment douce : — Ma pauvre petite Marthe... moi qui n'avais pas compris de suite. Tu l'aimais, et tu l'as donné à ta sœur.

Marthe n'eut pas la force de protester... Seulement, elle ne dit pas « non ». Elle eût tant voulu pleurer. Mais depuis longtemps déjà elle ne trouvait plus de larmes.

Les caresses maternelles, les paroles chuchotées finirent par la calmer, par lui faire du bien. La tante, enfin, s'écria comme malgré elle :

— Quand je te le disais que le malheur entrerait ici avec la fille de l'actrice !

## XIV

Le moment du procès, annoncé pour le commencement de décembre, approchait, et le véritable meurtrier restait introuvable.

Mme d'Ansel et Edmée avaient été admises à voir le prisonnier, et, de ces visites, elles rapportaient toutes deux un peu de calme et d'espérance. Robert semblait si sûr du résultat, il parlait si posément du voyage en Italie, en fixant la date sitôt après l'affaire, que sa confiance les gagna toutes deux. Il avait eu une longue entrevue avec son avocat, un homme très célèbre, d'une éloquence entraînant, que le marquis de Saint-Pierre avait été voir à Paris, et M. Bourdon ne semblait pas douter de l'acquiescement. En attendant, Robert travaillait avec acharnement à son *Histoire des ducs de Savoie*. Il avait à peu près mis sur ses pieds le premier chapitre, un chapitre de considérations générales, dont la préparation avait demandé un travail long et très minutieux.

Ces nouvelles arrivaient à la Côte-Boisée par bribes. Le temps était devenu épouvantable ; les visites, même entre voisins, très difficiles. Souvent, de cours

Pères de l'Eglise pour vous en écrire après cela de roides, mes bons ministres, et que vous n'aurez pas volés !...

Mais je vais plus loin : je suppose que vous obtenez des juges une condamnation contre le prélat coupable de vous avoir persécutés et d'avoir méconnu l'autorité que vous tenez de la loi.

Après ? Ne voyez-vous pas comme cela sera gênant d'avoir un évêque sous les verroux ? Ne comprenez-vous pas que cela va donner du renouveau à toutes ces plaintes sentimentales à l'adresse des pauvres religieux que l'on persécute ? Ne les entendez-vous point, par avance, les jérémiades, les anathèmes, les oburgations, les malédictions, les prières naïves et les prêches indignes que cela fera naître ?

Un pauvre misérable soufflet que de sa main tremblante ce vieillard, vêtu de soie et de dentelle, coiffé d'or et courbé d'ordinaire sur un livre de prières écrit en latin, a tenté d'appliquer sur les tables de la loi et qui s'est perdu, sans force et sans écho, dans le bruit assourdissant de la vie contemporaine, mérite-t-il, en vérité, tant d'émotion, tant de rigueur, et vaut-il qu'en se donnant tant de peine on se prépare tant d'embaras ?

Et comme j'aimerais bien mieux qu'on en eût fini tout autrement avec cette levée de crosses, qui a reculé, au bout du compte, si peu de monde, et combien cela eût mieux valu de donner une leçon de christianisme à cet éminent chrétien qui s'emballait !

Vous vous rappelez la jolie histoire du général de Galliffet montant un matin à cheval l'avenue des Champs-Élysées et croisant en chemin un autre promeneur, *Monsieur* Bauer, la soutane relevée, la culotte enfoncée dans des bottes écuellées et le chapeau à larges bords crânement incliné sur l'oreille ? Au passage, le fringant abbé fait le salut militaire, cavalièrement, au général, et celui-ci, interloqué d'abord de la familiarité grande et du sans-façon, se remet aussitôt, lève deux doigts en l'air et trace le signe de la croix pour bénir l'indiscret.

Voilà comment on se venge de certaines impertinences. Voilà comment on met les rieurs de son côté.

La plupart des journaux de gauche poussent contre le « cléricisme » les cris de guerre des mauvais jours. Parmi ceux qui approuvent le ministre, la *Paix* et le *Temps* voudraient que le mouvement dû à l'initiative du cardinal Lavergne ne vint pas échouer contre le sot incident actuel.

Il est, dit la *Paix*, étranger à l'évolution de l'Eglise vers la République. L'archevêque d'Aix s'est mis personnellement dans un mauvais cas. Voilà tout. Quand l'Eglise fait un pas vers la République, la République en prend acte ; la République apprécie hautement la politique du cardinal Lavergne, et continuera à l'apprécier. Elle ne rendra pas l'Eglise ni l'épiscopat responsables d'une mutinerie individuelle.

Elle est prête, comme par le passé, à recevoir tout le monde, mais elle ne souffre les insultes de personne. Qui peut y trouver à redire ? Elle mate les évergumènes de droite comme ceux de gauche, elle impose à tous sans exception le respect de l'ordre qui implique au premier rang celui des pouvoirs établis. Elle remet directement à sa place, sans regarder à l'habit qu'il porte, quiconque s'avise d'en sortir. N'est-ce pas en réalité la meilleure manière de maintenir l'apaisement ?

Et ailleurs :

En écrivant aux membres de l'épiscopat la circulaire qui les invitait à s'abstenir momentanément de conduire ou d'envoyer aucun pèlerinage à Rome, M. Fallières leur avait fait l'honneur de penser qu'ils le comprendraient à demi-mot, qu'ils s'inclinaient tous, comme de bons citoyens qu'ils doivent être, devant la raison d'Etat.

L'honorable ministre ne s'attendait certainement pas à rencontrer aucune résistance, alors qu'il s'adressait si manifestement au patriotisme et à l'intelligence des prélats français. Il ne pensait certainement pas qu'un seul évêque ferait entendre à ce propos une observation, encore moins un murmure.

L'accès de rage injurieuse dont a été saisi l'archevêque d'Aix, accompagné des écarts de plume moins graves auxquels se sont livrés d'autres évêques a été pour le gouvernement une grosse surprise, et la cause d'une grande douleur pour tous les hommes qui désirent sincèrement la pacification religieuse, comme constituant l'élément le plus important, l'élément déterminant de l'apaisement général.

Nous craignons que le *Figaro* ne soit dans le vrai, quand il écrit :

Le *Temps* et la *Paix* prennent grand soin d'isoler le cas de Mgr Gouthé-Soulard et d'affirmer qu'on ne renonce point à la politique d'apaisement. C'est possible. Mais on s'y prend singulièrement ; le public ne verra qu'une chose : un archevêque poursuivi. Il est clair que ses collègues seront obligés, au moins pour quelque temps, de se tenir à l'écart du régime et du monde officiel, et que, dans son ensemble, la question d'apaisement sera plutôt enrayée qu'aidee par cet incident.

billets seuls venaient donner un peu de consolation aux deux reclus.

Entre les sœurs, lorsqu'elles se voyaient, il y avait une tension visible. Les longs bavardages intimes qui leur étaient un plaisir si vif, où toutes deux s'épanchaient sans effort, étaient devenus impossibles. Cependant, elles restaient fort affectueuses l'une pour l'autre ; Edmée se mettait presque en coquette pour reconquérir le terrain perdu, car il lui fallait toujours et quand même être adorée de ceux et de celles qui l'entouraient. Du reste, elle avait retrouvé en grande partie son entrain et sa gaieté. Il y avait chez elle un tel besoin de vivre et de se réjouir que la tristesse et le désespoir n'avaient pas une bien grande prise sur elle. Après tout, la gaieté est bien plus affaire de tempérament que de circonstances. La première fois que Marthe entendit son franc éclat de rire, elle tressaillit ; il lui sembla que l'écho en devait retentir jusque dans la prison, là-bas...

Mme Despois, reprise entièrement par son ancienne antipathie, se disait : « Parbleu ! Elle a été délicate tant qu'il s'est agi de mettre à profit l'affection qu'elle savait si bien faire naître. Maintenant, qu'en pourrait-elle faire ? Elle nous a volé le mari dont elle avait envie ; elle n'a plus besoin de nous pour le moment. Elle veut pourtant garder une porte de rentrée. En tant que voisines de campagne et que parentes, après tout, nous ne faisons pas mauvaise figure. On ne se brouille pas dans ces conditions-là. Mais l'intimité — la vraie — ah ! pour celle-là, elle est bien morte. Et dire que Marthe en souffre, qu'elle l'aime au fond... de cette affection outrée que, dès son enfance, elle témoignait à ses pousées les plus disgraciées et à ses toutous les plus hargneux. Si le sacrifice était encore à faire, elle le ferait ; si un sacrifice plus douloureux encore lui était imposé, elle l'accepterait... »

Elle ne croyait pas si bien prédire ! Elle n'avait

## NOUVELLES POLITIQUES

— Plusieurs membres du conseil municipal de Bristol s'étant mis en tête de conférer au duc d'Edimbourg le droit de bourgeoisie de leur cité, un grand nombre de citoyens ont protesté que Son Altesse royale n'avait aucun titre à leur reconnaissance et qu'ils préféreraient réserver leurs faveurs pour les hommes ayant bien mérité de la ville ou de l'Etat.

Nonobstant cette opposition, le conseil municipal a voté, à 2 voix de majorité, la proposition qui lui était faite. On se demande si le duc d'Edimbourg acceptera un honneur qui lui est offert dans de pareilles conditions.

— La chambre de commerce de Strasbourg, dans une adresse envoyée au gouverneur de l'Alsace-Lorraine pour le remercier de la part prise par lui à l'abolition de la mesure du passeport, constate qu'aujourd'hui déjà un plus grand mouvement de voyageurs et une certaine reprise des affaires se sont produits à la suite de cette mesure.

— On a fêté mercredi le premier bourgmestre de Berlin, M. de Forckenbeck, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Un magnifique objet d'art lui a été offert de la part de la bourgeoisie et un banquet à l'Hôtel-de-Ville a terminé la journée. L'empereur et les membres de la famille impériale avaient adressé, par voie télégraphique, leurs félicitations à M. de Forckenbeck. Le chancelier de Caprivi avait aussi félicité le bourgmestre de Berlin. Une députation des fractions libérales du Reichstag et de la Diète prussienne a remis à M. de Forckenbeck une couronne civique en or ornée de pierres précieuses. M. Rickert, membre de cette députation, a adressé une allocution au jubilaire.

— Le mariage du prince héritier de Roumanie et de la princesse Marie de Grande-Bretagne et d'Irlande, fille aînée du duc d'Edimbourg, est chose décidée.

La princesse est née en 1875.

— Sir William Gordon Cumming, qui depuis l'issue de la fameuse affaire du baccara vivait dans une retraite presque complète en son domaine des *Highlands* d'Ecosse, vient d'adresser à la municipalité d'Elgin une protestation à cause des sommes qu'elle a dépensées pour décorer la ville durant la récente visite du duc et de la duchesse de Fife, gendre et fille du prince de Galles.

On se rappelle que sir William n'avait pu obtenir un verdict contre les membres de la famille Wilson, qui l'accusaient d'avoir triché en jouant aux cartes à Tranby Croft, et que le témoignage du prince de Galles ne lui avait pas été favorable.

— Lord Kimberley, qui a été membre du cabinet de M. Gladstone, a prononcé jeudi un important discours sur la question d'Egypte.

« Le chauvinisme britannique, a-t-il dit, se donne aujourd'hui libre carrière au sujet des déclarations faites par M. Gladstone, en ce qui concerne l'Egypte. Les tories désiraient que l'occupation ne se terminât jamais ; mais il y a deux raisons pour qu'elle cesse : la première est que cette occupation est une source de faiblesse ; la seconde, c'est que la Grande-Bretagne s'est formellement engagée vis-à-vis des autres pays à évacuer l'Egypte. Si l'on donne la garantie que l'Egypte sera un pays neutre, qu'aucune puissance ne l'occupera, il est probable que le marquis de Salisbury, aussi bien que M. Gladstone, tiendra les promesses tant de fois faites. »

## A la Chambre autrichienne.

Vienne, 23 octobre.

A la Chambre des députés, M. Vasaty, jeune-tchèque, a prononcé dans la discussion générale du budget un discours sur la politique générale étrangère et contre la triple alliance.

Il s'est attaché à démontrer que l'Autriche n'a rien à craindre de la Russie, qui, au contraire, l'a sauvée en 1849. La Russie ne songe pas à annexer une seule parcelle de territoire autrichien ; elle a un souverain absolument pacifique, et cependant c'est contre elle que sont dirigés tous les armements, puisque l'Autriche ne veut reconquérir ni la Silésie, ni la Lombardie.

L'orateur accuse l'Allemagne d'avoir violé les stipulations du traité de Francfort en introduisant en Alsace-Lorraine le système d'exclusion en vigueur depuis 1887. Si le régime des passeports a été aboli, on le doit à la grande impression produite par l'entrevue de Cronstadt.

Les Tchèques n'admettent pas que l'Autriche, grande puissance de premier ordre, fasse des sacrifices d'argent et d'hommes pour garantir l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne. En Bohême, on a salué avec sympathie l'entente franco-russe et on espère que le gouvernement tiendra compte enfin des vœux des Slaves en ce qui concerne la politique étrangère de l'empire.

M. Vasaty dit encore qu'il ne faut pas compter sur la reconnaissance de l'Allemagne. La Russie s'en est bien aperçue. Sans l'empereur Alexandre II, la constitution de l'empire allemand eût été impossible ; et comment l'Allemagne a-t-elle remercié la Russie ? Par le congrès de Berlin, en la privant du fruit de ses victoires.

Deux autres députés jeunes-tchèques, MM. Dyk et Sokol ont aussi parlé. Ils ont expliqué qu'ils ne vole-

plus parlé à sa nièce du secret dévoté, Marthe ne l'y encourageant nullement ; la moindre allusion la faisait trop souffrir.

Malgré tout, Marthe espérait. L'assassin serait sûrement découvert à temps et sa douloureuse immolation deviendrait inutile. Plusieurs fois, on s'était cru sur la bonne voie. Tout le monde, même parmi ceux qui avaient été hostiles d'abord à Robert, finit par croire à ce mystérieux malfaiteur disparu et qu'il suffirait d'un hasard quelconque pour le retrouver. Un criminel, enhardi par l'impunité, n'en reste pas d'ordinaire à son premier attentat ; un second crime amène souvent la découverte du premier...

Grâce à son ami M. de Saint-Pierre, Marthe put suivre ces péripéties diverses. Chaque fois, elle croyait au succès, ayant si grand besoin d'y croire ; et à chaque nouvelle déception elle retombait lourdement dans son chagrin. Sa santé commença à souffrir sérieusement de ces agitations terribles, et rien n'était plus curieux que de voir le contraste entre sa pauvre figure blanche et maigre et le frais visage reposé d'Edmée qui, après les premières semaines, avait repris son bon appétit, et, persuadée que tout irait pour le mieux, faisait tous ses préparatifs pour un séjour prolongé à l'étranger.

Enfin on arriva à la veille du procès. Aucune découverte n'avait été faite, et, de nouveau l'impression générale, si mobile, si traîtresse, était devenue hostile à cet accusé au beau nom.

Un grand journal de Paris, célèbre pour sa violence à l'égard de tout prévenu, quel qu'il fût, publia un résumé, très remarquable du reste, de l'affaire Bertrand-d'Ansel, qui était un véritable réquisitoire, un réquisitoire accablant. Le rédacteur judiciaire donnait force détails sur la jeunesse des deux condamnés, sur leurs querelles de collèges, sur leur antipathie de nature ; il insistait beaucoup sur la rivalité des deux

ront pas le budget, à cause de la façon dont le compromis tchèque-allemand a été réglé.

## L'administration canadienne.

Depuis plusieurs mois, le Canada donne à l'Europe un spectacle affligeant. Il se poursuit simultanément, devant le Parlement d'Ottawa, deux enquêtes sur des scandales financiers auxquels sont mêlés quelques-uns des hommes politiques les plus considérables du Dominion. D'un côté, le ministre des travaux publics du cabinet conservateur du Dominion, sir Hector Langevin, est accusé d'avoir abusé de sa situation pour faire payer irrégulièrement à ses amis des sommes importantes par le Trésor public ; d'autre part, le chef du ministère libéral de la province de Québec, M. Mercier, est accusé d'avoir touché, directement ou indirectement, pour des services personnels, une part des sommes votées par le Parlement de Québec en faveur de la compagnie chargée de construire le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. A défaut de preuves irrécusables, on a relevé contre ces deux hommes politiques des présomptions très fortes. Sir Hector Langevin avait déjà donné sa démission de ministre des travaux publics, sans toutefois cesser de faire partie du cabinet. Le gouverneur général du Canada, lord Stanley de Preston, vient de consommer la ruine de son ancien collaborateur, en invitant le président du conseil, M. Abbott, à rayer son nom de la liste des membres du conseil privé. On prête à lord Stanley l'intention de prendre aussi contre M. Mercier les mesures de rigueur les plus graves dont il dispose.

Ces scandales jettent sur l'administration du Dominion une triste lumière. Mais ils pourraient bien n'avoir pas seulement un effet local. Le journal de M. Mercier vient de déclarer que, si le gouverneur britannique ne protégeait pas la province de Québec, celle-ci chercherait protection ailleurs, et, au moment où paraissait cet article menaçant, un grand meeting tenu à Stonypoint votait une résolution favorable à l'union politique du Canada avec les Etats-Unis.

## INFORMATIONS DIVERSES

## Les inondations.

Londres, 22 octobre.

Les pluies continuelles ont produit une crue considérable de la Tamise. Dans beaucoup d'endroits les berges du fleuve sont inabordable, et l'on ne peut se rendre dans certaines maisons qu'au moyen de bateaux. A Maidenhead, malgré les berges maçonnées, construites pour protéger les propriétés riveraines, d'énormes étendues sont submergées et on ne circule plus qu'en bateau. Ray-Park et Maidenhead-Park sont couverts d'eau et les parties de canot dans les prairies sont à l'ordre du jour. Les travaux d'extension du réseau du Great Western-Railway sont interrompus par l'inondation. Partout on s'attend à ce que la crue soit encore plus désastreuse qu'il y a sept ans.

Londres, 22 octobre.

Il y a eu de fortes inondations dans l'ouest de l'Angleterre, notamment à Bath. Les parties inférieures de cette ville sont sous l'eau et la rivière Avon monte rapidement. Deux enfants ont été emportés par les eaux et noyés.

Rome, 22 octobre.

Ce matin, un éboulement s'est produit à Bionzone (arrondissement de Tirano).

Trois maisons ont été ensevelies.

Cinq personnes manquent ; on les croit blessées.

Une femme a été retirée de dessous les décombes.

On travaille au sauvetage des autres.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

Recours. — On lit dans le bulletin des séances du Conseil fédéral :

« La Société du Grütli d'Endebuch-Hasle a porté plainte au Conseil fédéral contre les autorités communales de cette localité à cause de la distribution tardive des pièces soumises à la votation populaire du 18 de ce mois. Le Conseil fédéral a pris immédiatement les mesures nécessaires pour la circonstance, et il exprime le vœu que, chaque fois que les documents fédéraux sur lesquels le peuple est appelé à voter ne sont pas remis à temps, soit quatre semaines avant le jour de la votation, entre les mains des électeurs, ceux-ci portent leurs réclamations devant la chancellerie fédérale ou devant le département fédéral de l'intérieur. »

Militaire. — Le Conseil fédéral a décidé hier d'ajourner la nomination des divisionnaires jusqu'au moment où il aura eu connaissance de la tentative faite auprès de M. le colonel Kunzli pour l'engager à retirer sa démission.

Le *Genevois* prétend savoir que M. le colonel Kunzli ne la retirera pas.

La *Tribune* et le *Vaterland* disent que M. Kunzli entend se vouer toujours plus complètement à ses affaires industrielles. Frappé, pendant son séjour au Tessin, de la beauté de ce pays et de ses cours d'eau, il a l'intention d'y implanter son industrie. La main-

hommes amoureux de la même jeune fille, cette rivalité qui avait pris, presque dès les premiers jours, un caractère de violence et de passion extraordinaire. Un mot dit, en passant, à propos de l'habileté très connue du capitaine comme duelliste, de la vie studieuse et sédentaire, au contraire, de Robert d'Ansel qui le mettait dans un état incontestable d'infériorité vis-à-vis de son adversaire, était jeté avec une véritable perfidie.

Après avoir lu ce résumé, tout juré devait se dire que l'homme qu'il allait être appelé à juger ne pouvait être que l'assassin de Georges Bertrand, un assassin que l'on chercherait, à cause de l'honorabilité de sa famille, à cause de sa fortune aussi, à innocenter.

Marthe ne lut ce journal que la veille du procès. Elle en fut absolument affolée.

Le lendemain, de très bonne heure, elle devait partir pour Caen, car elle avait été citée comme témoin. On avait exempté la mère et la jeune femme de l'accusé de cette torture ; du reste, elles n'avaient rien à dire qui ne fût déjà connu. Marthe, au contraire, avait reçu une assignation.

Elle courut chez son ami et conseiller le marquis de Saint-Pierre. Il faisait ce jour-là un froid sec et vif.

En entrant auprès du marquis, retenu chez lui par un accès de goutte, Marthe put à peine balbutier quelques mots :

— Je suis, mon enfant, j'ai lu cet article...

— Eh bien, que faire ?

— Il n'y a rien à faire. M. Bertrand remue ciel et terre pour obtenir ce qu'il appelle justice ; il a beaucoup d'amis dans la presse. Robert a eu le tort de le traiter avec un peu de sans-gêne, paraît-il, au moment de la première enquête. Et maintenant cet homme est persuadé que sa mission, une mission

d'œuvre y est à bon marché, et une filature y travaillera dans des conditions favorables. On dit que M. Kunzli a déjà acheté le terrain destiné à recevoir sa fabrique.

Quant aux nominations nouvelles, d'après une dépêche adressée de Berne à la *Gazette de Francfort*, la conférence des commandants de corps d'armée et des chefs d'arme a arrêté les présentations suivantes : 1<sup>re</sup> division, colonel-divisionnaire David ; 2<sup>e</sup> division, colonel-divisionnaire Techtler ; 3<sup>e</sup> division, colonel-divisionnaire Fahrlander ; 4<sup>e</sup> division, colonel-divisionnaire Meister, à Zurich.

Statistique. — La Société suisse de statistique a siégé cette semaine à Neuchâtel, sous la présidence de M. Comtesse, conseiller d'Etat.

M. Millet, directeur de la régie de l'alcool, a fait un rapport sur la statistique des incendies, statistique dont il demande l'introduction. Cette proposition a été adoptée. C'est, sans doute, le premier pas vers une centralisation de l'assurance mobilière et immobilière.

Est venue ensuite la question de l'organisation d'une surveillance officielle des caisses d'épargne par la Confédération, en attendant que celle-ci puisse organiser des caisses d'épargne postales. Longue discussion sur une proposition de M. Nef, concernant l'institution d'un contrôle des caisses d'épargne par la Confédération.

La proposition a été rejetée à l'unanimité, mais le congrès a adopté un projet de statistique des caisses d'épargne, sauf celles des fabriques par l'entremise des cantons, statistique à créer par un arrêté du Conseil fédéral.

La dernière question traitée a été celle de l'assurance du bétail contre les épidémies. MM. Comtesse, conseiller d'Etat, et Kummer, directeur, estiment qu'il est désirable qu'une enquête soit faite dans les cantons sur les institutions privées et officielles destinées à garantir l'agriculteur contre les pertes du bétail, et qu'il faut maintenir séparées la caisse d'indemnité en cas d'épidémies et la caisse de l'assurance du bétail.

M. le Dr Guillaume et M. le Dr Graf ont aussi présenté des rapports sur la simplification de la statistique dans le domaine de l'assistance.

La prochaine conférence aura lieu dans le Tessin.

Horticulture. — L'assemblée des délégués des sociétés d'horticulture de la Suisse allemande a décidé, dans sa séance du 19 juillet 1891, d'ouvrir un concours sur la question : « Comment l'horticulture pourrait-elle être efficacement développée en Suisse ? »

Une partie du crédit accordé par la Confédération pour l'horticulture est destinée à primer les meilleurs travaux contenant des indications pratiques. Chacun est invité à prendre part au concours.

Les manuscrits devront être adressés, avant le 15 décembre prochain, franco, à M. François Wyss, à Soleure, président de la commission du concours, sous pli cacheté portant devise ou initiales. Joindre un second pli avec devise ou initiales correspondantes, contenant le nom de l'auteur. La commission se réserve le droit de disposer des manuscrits.

Mariage. — Un de nos abonnés nous demande si le mariage est permis entre cousins germains.

Oui, il est permis. Voir l'article 28 de la loi fédérale du 21 décembre 1873 sur l'état-civil et le mariage, qui énumère les interdictions pour cause de parenté.

## Escoquerie.

On lit dans la *Feuille officielle suisse du commerce* :

« On nous prie de mettre en garde les fabricants et commerçants suisses contre les tours d'escoquerie de deux individus se disant avocats à Varsovie. Ces deux individus font paraître de temps en temps dans les gazettes suisses des annonces dans lesquelles ils se recommandent comme avocats pour faire le recouvrement de créances litigieuses et pour poursuivre des débiteurs insolvables. Leur manière d'opérer est la suivante : Aussitôt qu'ils sont en possession des lettres de change protestées et autres pièces de conviction qui leur sont envoyées de Suisse, ils se rendent chez le débiteur et s'arrangent avec lui, déjouant toutes les pièces de conviction et puis commencent à traiter avec nos maisons suisses, leur faisant croire que les dits débiteurs sont sans argent, dans la misère le plus complète, mais que, étant d'honnêtes gens, ils se décident à régler leurs affaires en accordant à leurs créanciers 10 0/0, 15 0/0, 20 0/0, même 25 0/0 de leur dette, payable par acomptes de 5 0/0 par semestre, même par an. »

Sur de telles affirmations, nos compatriotes se laissent convaincre, acceptent ces propositions et reçoivent parfois des lettres de change, mais qui les trois quarts du temps restent en souffrance et s'en retournent en Suisse accompagnées d'un profit.

Ces deux chevaliers d'industrie ne sont nullement avocats et n'ont pas le droit de plaider devant les tribunaux de l'empire. Ce sont principalement les maisons d'horlogerie qui ont à souffrir de ces agissements. Presque toutes les faillites de marchands d'horlogerie qui se sont déclarées ces deux dernières années à Varsovie, ont été organisées et exécutées sous la direction de ces individus. »

sacrée, est de faire condamner votre beau-frère. Comme adversaire, il est très redoutable. Nous avons été, nous trop sûrs de notre bon droit, trop convaincus que les preuves contre Robert étaient insuffisantes. Puis, autour de nous, il y a eu un revirement d'opinion, et ce revirement d'opinion nous avait rassurés. Il nous semblait que, de loin comme de près, on devait être édifié sur ce prétendu crime. Il n'en a rien été. Le contraire s'est produit. Heureusement, j'ai toute confiance dans votre avocat ; son plaidoyer sera un chef-d'œuvre, j'en suis sûr...

— Et on n'a rien découvert, rien ?

— Absolument rien. Vous vous cramponnez à cet espoir, ma pauvre Marthe, mais, vous voyez, nous voilà à la veille du procès, et aucune arrestation n'a pu être maintenue vingt-quatre heures.</



## THÉÂTRE DE LAUSANNE

Direction Alphonse SCHELER

Bureau à 7 h. 1/2. Rideau à 8 h.

Carte d'abonnement n° 1.  
Dimanche 25 octobre 1891.  
PRIX DU DIMANCHE

Le grand succès du  
THÉÂTRE DE L'AMBIGU  
**L'AS DE TRÈFLE**  
DRAME  
en 5 actes et 9 tableaux, par  
Pierre DECOURCELLE

Jeu 29 octobre  
Les Domestiques. Le Klephte.

**ÉCOLE SUPÉRIEURE  
DE JEUNES FILLES**  
RUE BEL-AIR 11.

Rentrée du gymnase et  
de l'école, mardi 27 octobre, à  
8 h. — Examen d'admission au  
gymnase, lundi 26, à 8 h. — In-  
scriptions, samedi 24, de 8 h. à  
midi et de 2 à 4 h. 5667

**COLLÈGE GALLIARD**

La rentrée des classes  
aura lieu, D. V., mardi 27 octobre,  
à 8 heures. 5625  
Examen d'admission lundi  
26 octobre, à 9 heures.  
Pour renseignements et inscrip-  
tions, s'adresser de 10 heures à  
midi, au directeur M. Ch. BIELER,  
place Chauderon, Lausanne.

**D. Uccellotti**  
PÉDICURE

[5694] avantageusement connu à  
Lausanne depuis 28 ans, ainsi que  
dans les principales villes d'Eu-  
rope et d'Amérique, comme habile  
opérateur, ne restera ici que peu  
de jours, **Hôtel des 3 Suisses**,  
chambre n° 12, de 9 à 4 h. Sur de-  
mande il se rend à domicile.

**MARCHAND TAILLEUR**

Le soussigné à l'honneur de  
porter à la connaissance du public  
qu'il vient de s'établir  
**Rue Cité-derrière 25**  
**A LAUSANNE**

Il espère, par un travail soigné,  
promptement exécuté, et la modi-  
cité de ses prix, mériter la con-  
fiance qu'on se plaira à lui ac-  
corder.

Coupe moderne et élégante.  
**Emile Tschamper,**  
M. Tailleur,  
précédemment coupeur à la  
Ville de Paris. 5436

**CHEMISERIE PARISIENNE**  
LAUSANNE

**Germanier-Durussel**  
CHEMISIER

5574. Ex. premier coupeur de  
Paris. Coupe élégante. Prix modé-  
rés. La maison ne fait que  
sur mesure.

**MÉDAILLE D'OR**  
l'Exposition Universelle, Anvers 1885  
**CHOCOLAT**



**SUCHARD**  
NEUCHÂTEL, Suisse.  
MÉDAILLE D'OR  
Exposition Universelle  
Paris 1889.

**THÉ NOIR**

Souchong Peckoo sup.  
4 lit. 8 fr., franco en Suisse  
contre remboursement.

**STAMM**  
pharmacie - droguerie 2975  
Chêne - Bourg  
GENÈVE

**VICHY**

ADMINISTRATION:  
PARIS, 8, boulevard Montmartre, PARIS  
GRANDE GRIÈLE - Affections lymphatiques,  
Maladies des voies digestives, Exanthèmes  
du foie et de la rate, Obstructions viscérales,  
Calculs biliaires, etc.

**HOPITAL** - Affections des voies digestives,  
Fébricitations, Diabète, Goutte, Gravelle,  
Céphalées, etc.

**CELESTINS** - Affections des reins, de la  
vessie, Gravelle, Calculs urinaires, Goutte,  
Diabète, Albuminurie.

**HAUTERIVE** - Affections des reins, de la  
vessie, Gravelle, Calculs urinaires, Goutte,  
Diabète, Albuminurie.

**EXIGER LE NOM DE LA SOURCE SUR LA CAPSULE**  
A Lausanne: A. et E. Simond  
fils, drog., 13, rue du Pont. 111x

**UN HOMME**

[5703] de confiance, connaissant  
le commerce à fond, possédant les  
deux langues, prendrait l'agence  
ou la représentation de compa-  
gnies d'assurances, maisons de  
commerce en gros, direction de  
fabrique, etc. Références à dispo-  
sition. Adresser les offres sous D  
11843 L, agence de publicité **Haas-**  
**enstein & Vogler**, Lausanne.

# 22 MAISON MAIER ET DUCAS-WEILER 22

Rue du Pont, Lausanne, SUCC<sup>RS</sup> DE WEILER FRÈRES Lausanne, Rue du Pont,



**REDINGOTE & GILET**  
laine peignée ou cheviotte noire  
**PANTALON NOUVEAUTÉ**  
rayures ou carreaux  
**LE COMPLET. Fr. 80**

**COMPLETS**  
Vestons droits ou croisés  
fantaisie pure laine.  
Fr. 60, 55, 50, 45 et **39**

**COMPLETS**  
Vestons haute nouveauté  
droits ou croisés.  
Fr. 80, 75, 70 et **65**

**COMPLETS**  
forme Jaquette,  
cheviotte ou fantaisie.  
Fr. 85, 75, 70, 65 et **55**

**COMPLETS**  
REDINGOTES  
cheviotte ou laine peignée.  
Fr. 90, 85, 80, 75 et **70**

**ENVOI à CHOIX**  
sur demande  
**EXPÉDITIONS**  
franco de port.



**VESTON & GILET**  
croisé, revers soie, cheviotte  
bleue ou noire pure laine.  
**PANTALON FANTASIE**  
**LE COMPLET. Fr. 65**

**GRAND  
RAYON**

**Draperie  
FRANÇAISE**

**ET  
ANGLAISE**

**POUR  
VÊTEMENTS**

**SUR  
MESURE**

**COUPE  
ÉLÉGANTE**

**TRAVAIL  
SOIGNÉ**

**A tout achat  
morceaux  
pour  
RÉPARATIONS**



**PARDESSUS**  
croisé ou droit, édreton  
pure laine, nuances  
nouvelles, bordé ou double  
pique, doublé tartan  
ou satin. **Fr. 45**

**PARDESSUS**  
croisés ou droits  
uni ou  
diagonale.  
Fr. 35, 28 et **23**

**PARDESSUS**  
moskova  
nuances nouvelles  
pure laine.  
Fr. 75, 70, 65,  
55, 50 et **45**

**PARDESSUS**  
PÉLERINES NOUVEAUTÉS  
pour hommes et  
jeunes gens.  
Fr. 55, 50, 45, 38 et **32**

**FLOTTEURS**  
imperméables  
Fr. 38, 35, 32 et **30**

**2 voyageurs**  
avec collections  
**2 ÉCHANTILLONS**  
à disposition.



**JAQUETTE & GILET**  
serge ou diagonale et  
cheviotte noire.  
**PANTALON ÉLÉGAN**  
**LE COMPLET. Fr. 75**

**VESTON Russe**  
en cuir très souple, im-  
perméable, doublé flanelle,  
très utile pour bouchers, co-  
chers, bateliers, etc. **Fr. 32**

**PÉLERINES**  
à capuchons,  
en molleton bleu ou noir, pour  
hommes, jeunes gens et enfants.  
Fr. 18 a

**NIKADO**  
VESTON nouv., beau drap diagonale,  
gris ou brun, doublé tartan chaud et col  
fourrure pouvant remplacer le pardessus.  
**Fr. 40**

**PARDESSUS D'ENFANTS**  
fr. 30, 28, 20, 17, 14 et **10**

**CAPOTES**  
civils et officiers, fr. 52.45 **25**

**COSTUMES D'ENFANTS**  
toutes formes, fr. 32 à **12**

Chemises de toile confectionnées et sur mesure. — Chemises flanelle blanche et couleur. — Caleçons et Gilets de flanelle.

Prix marqués en chiffres connus **3 %** d'Escompte au Comptant **3 %** Prix marqués en chiffres connus.

— TÉLÉPHONE —

La Loi sur le nouveau Tarif des douanes ayant été adoptée, il est de l'intérêt de  
chacun de s'approvisionner en profitant encore des anciens prix.

## CHEMIN DE FER DE GLION AUX ROCHERS DE NAYE

# ÉMISSION

De 1500 OBLIGATIONS de Fr. 1000 au PORTEUR

Garanties par une hypothèque en premier rang  
sur la ligne avec les accessoires et le matériel d'exploitation.

**REMBOURSEMENT** le 15 novembre 1916 au plus tard.  
**INTÉRÊT** à 1 1/2 %, payable par Fr. 22.50 le 15 mai et Fr. 22.50 le 15 novembre,  
sans frais, à Lausanne, Montreux et Bâle.

La **SOUSCRIPTION** sera ouverte le **SAMEDI 31 octobre**, jusqu'à 5 heures du  
soir, au pair, soit Fr. 1,000 par obligation. L'ouverture au 15 novembre.  
Les porteurs d'actions du chemin de fer Glion-Naye ont un droit de préférence dans  
la proportion de 3 obligations pour 4 actions.  
Si les demandes dépassent le nombre des obligations disponibles, il y aura réduction  
proportionnelle.  
Les versements de libération des titres obtenus pourront se faire à la volonté du sous-

cripteur, du 15 novembre au 15 janvier prochain, en ajoutant l'intérêt à 1/2 % l'an dès  
le 15 novembre.

L'admission aux cotes de Lausanne et de Bâle sera demandée.

On peut souscrire dès maintenant par correspondance.

Pour de plus amples détails, voir le prospectus d'émission que l'on peut se procurer  
dans tous les bureaux de souscription.

Lausanne et Montreux, le 24 octobre 1891.

Au nom du Syndicat: **Banque d'Escompte et de Dépôts.**

**Banque de Montreux.**

**Charrière & Roguin.**

Les Souscriptions sont reçues par les Maisons suivantes:

**LAUSANNE**  
Banque d'Escompte et de Dépôts.  
Union Vaudoise du Crédit.  
MM. Bory et Hollar.  
Jules Brun.  
Ch. Bugnion.  
C. Carrard & Cie.  
Charrière & Roguin.  
J. Dind & Cie.  
Dubois-Renon & fils.  
Galland & Landis.  
Girardet, Brandenburg & Cie.  
Guye & Cie.  
Hoirs Sigismund Marcel.  
Ch. Masson & Cie.  
Siber & de la Harpe

**LAUSANNE**  
MM. E. Tissot.  
Alphonse Vallotton.  
Weyeneth & Lang.  
Henri Widmer.

**AIGLE**  
Succursale de la Banque de Montreux.

**MONTREUX**  
Banque de Montreux.  
M. J. Dubochet fils.

**MORGES**  
MM. Schopfer frères.

**NYON**  
MM. Baup & Cie.

**VEVEY**  
Crédit du Léman.  
MM. Chavannes, de Palézieux & Cie.  
A. Cuénod & Cie.  
Cuénod-Churchill & fils.  
Genton & Cie.

**YVERDON**  
MM. A. Pignat & Cie.

**BALE**  
MM. Passavant & Cie.

**BERNE**  
MM. von Ernst & Cie.

**FRIBOURG**  
MM. Weck & Aebi.

**NEUCHÂTEL**  
MM. Berthoud & Cie.

## Vente de maison, à Lausanne.

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à  
l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
**Louise Vuaders-Dentan**, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.  
Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.  
Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire **Mo-**  
**rier-Genoud**, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

## GENÈVE

Pension Jackson-Fromont.  
Rue du Mont-Blanc.  
entrée n° 1, rue Pradier.  
Maison de 1<sup>er</sup> ordre, fondée en  
1864. Chambres confortables au  
midi. Prix modérés. n°83140-3700

## A VENDRE

5644. Belle jument alezane,  
6 ans, garantie très sage attelée et  
montée, bête de famille.  
S'adresser à l'agence de publi-  
cité **Haasenstein & Vogler**,  
Lausanne, sous D 11712 L.



5705. A vendre un char-  
mant petit chien griffon.  
Bavarois blanc. S'adresser  
à Mme Vve Regelly, ca-  
mionneur.

## APPRENTI

Un jeune homme intelligent,  
ayant belle écriture et possédant  
de bons certificats, pourrait  
entrer de suite ou au Nouvel-  
An en qualité d'apprenti dans une  
manufacture et maison de com-  
merce de la Suisse française.  
Adresser les offres sous chiffre  
H 11714 L, à l'agence de publicité  
**Haasenstein & Vogler**, Lau-  
sanne. 5699

## UNE INSTITUTRICE

[5656] diplômée, pouvant en-  
seigner le français et le piano, dé-  
sirerait trouver une famille ou  
une pension où elle pourrait don-  
ner quelques heures de leçons par  
semaine. S'adresser sous chiffre  
O 1656 L, à **Orell Füssli**, an-  
nonces, Lausanne.

## VOLONTAIRE

5707. Un brave jeune homme,  
intelligent, ayant déjà quelques  
connaissances de l'allemand, pour-  
rait entrer à de bonnes conditions  
dans le bureau d'une maison  
de fabrication de la Suisse  
centrale pour se perfectionner  
dans la langue allemande.  
S'adresser sous chiffre. T11862 L,  
à l'agence de publicité **Haas-**  
**enstein & Vogler**, Lausanne.

5610. Un jeune homme de 21  
ans, depuis 5 ans dans la banque,  
connaissant les deux langues et  
exempt du militaire, désire trou-  
ver une place dans une maison de  
commerce, de préférence comme  
voyageur. Références et certifi-  
cats de 1<sup>er</sup> ordre sont à disposition.  
Adr. offres sous R. V. 486, à **Ha-**  
**asenstein & Vogler**, à Vevey.

## UN JEUNE HOMME

[5710] 21 ans, ayant une belle  
écriture, connaissant à fond la  
branche manufacture, cherche,  
pour apprendre le français, une  
place dans une maison de com-  
merce de la Suisse française. Pré-  
tentions modestes. — Offres sous  
chiffre H 1242 S, à **Haasenstein &**  
**Vogler**, A. G., Stuttgart.

## A VENDRE

pour cause de départ  
aux env. immédiats de Lau-  
sanne, bord du lac, jolie vil-  
la particulière, 12 p., jar-  
din ombragé, vue magnifique.  
S'ad. à **MM. de la Harpe**  
& **Chatelanat**, Lausanne.

## Propriété à vendre.

5598. A vendre à prix réduit  
une très belle propriété à Clarens  
(Vaud), de la contenance d'en-  
viron 18,400 mètres. Situation abri-  
tée, vue délicieuse; cette propriété  
réunit tout ce qui constitue une  
résidence de choix et les construc-  
tions et les jardins sont dans le  
plus parfait état d'entretien.  
Elle se prêterait également à  
merville à la création d'un grand  
hôtel, dont le succès à Clarens  
serait assuré.  
Facilités de paiement.  
S'adresser à **MM. Ormond & C**,  
à Vevey.

## A VENDRE

[5690] prix exceptionnellement  
modéré  
**plusieurs chevaux**  
de selle, un à deux mains.  
Offres sous H 100, Boulevard du  
Théâtre 6, Genève.

## POUR VOITURIERS

A vendre un certain nombre de  
colliers pour gros chevaux et au-  
tre matériel d'écurie.  
S'ad. à la **Fabrique Nestlé**,  
à Bercher. 5593

## A VENDRE

[5706] pour 50 fr. les 3 premiers  
volumes reliés du dictionnaire  
géographique de Vivien de St-  
Martin. S'adresser sous H 1293 F,  
à l'agence de publicité **Haas-**  
**enstein & Vogler**, Fribourg.

**A VENDRE A MONTREUX**  
[5702] une maison récem-  
ment bâtie, quartier de  
Kursaal, convenant pour  
petite pension ou hôtel ou  
industrie quelconque. S. H.  
59, poste restante, Mon-  
treux. n°3760M

OLD Only OLD  
England fashionable English tailors England  
TANGIERS GABRIELLE  
Sur mesure Sur mesure  
PANTALONS COMPLET  
5524 19.50 75.00

**COUPÉ**  
léger, en bon état, à vendre,  
chez  
**Ravenel**, rue des Eaux-Vives  
39, Genève. n°3132x-3701

**BILLARD**  
[5469] presque neuf à vendre, ser-  
vant aussi comme table à manger.  
S'adr. au Direct<sup>r</sup> de l'Auberge de  
famille, à Vevey.

**A VENDRE**  
[5712] dans une ville industrielle  
et station étrangère au bord du  
Léman, côte suisse, un

**JOLI HOTEL**  
DE VOYAGEURS

et situé au centre des affaires, à  
proximité du débarcadere et de la  
gare. Existence assurée pour un  
premier actif.  
Ecrire sous **B. H. 69**, poste  
restante, Lausanne.

**GRAINES DE GENÈVRE**

à vendre, fr. 37 les 100 k<sup>g</sup>. — S'ad-  
resser sous initiales **A. R. 33**,  
poste restante, **Sierre**, Val-  
ais. 5621

5612. Pour cause de départ à  
louer à bon compte, à Lutry, un  
**joli appartement**  
de 6 pièces et dépendances.  
S'adresser à **M. NEISUER**,  
Bourg-Neuf n° 5, Lutry.

**A LOUER**

[5659] meublé, appartement  
de 10 pièces, situé à Genève  
dans le haut de la ville. Pour visi-  
ter, s'adresser chez **M. NESTLÉ-  
Rossier**, St-Antoine 20, Genève

**A louer meublé**

[5704] pour l'hiver, à Aigle, un  
appartement de 4 ou 5 pièces,  
avec vue magnifique au midi.  
S'adresser à **M. F. Terrisse**,  
pasteur, Aigle.

**Chamb. et bonne pension**

[5471] dans une famille distinguée  
à Berne. Situation magnifique.  
S'adresser à l'agence de publi-  
cité **Haasenstein & Vogler**,  
Lausanne, sous R 11275 L.

**On céderait** [5484] de suite

pour cause d'af-  
faires de famille  
magasin de coiffeur bien  
achalandé, situé dans ville de  
bains, bords du lac Léman. Affair  
exceptionnelle pour jeune homme  
désirant s'établir. Bonnes condi-  
tions. Clientèle nombreuse. S'adr.  
Bureaux de la *Petite Gazette*  
de Thonon (Hte-Savoie).

Mme Rosset née Goujon,  
M. Rosset, directeur, au Be-  
lieux, et leurs enfants, les  
familles Cissac et Monzon,  
M. le Dr Butte font part à  
leurs amis et connaissances  
de la perte douloureuse qu'ils  
viennent de faire en la per-  
sonne de  
**Monsieur**  
**Jacques-Nicolas-Auguste**  
**GOUJON**  
Officier supérieur en retraite,  
Ancien colonel  
des mobiles de l'Eure,  
Ancien commandant  
de la  
Garde nationale de Bernay,  
Officier  
de la Légion d'honneur,  
Officier d'académie,  
Chevalier de l'ordre de Pie IX,  
Décoré de l'Ordre de la  
valeur militaire de Sardaigne,  
Médaille d'Italie,  
leur oncle, grand-oncle, cousin  
germain, beau-frère et  
cousin, décédé à Bernay,  
dans sa 79<sup>e</sup> année, le 19  
octobre.

Madame Vve Mianton et  
ses enfants, à Marnand, M. et  
Mme Henri Dubuis et leurs  
enfants, à Vevey, ont la pro-  
fonde douleur de faire part à  
leurs amis et connaissances  
du décès, après une longue  
et douloureuse maladie, de  
leur cher fils, frère, beau-  
frère et oncle,  
**Samuel MIAUTON**  
Chef de train au J. S.  
L'ensevelissement aura  
lieu à Marnand, dimanche 25  
courant, à 3 1/2 heures.

**CERCUEILS**  
en tous genres et à tous prix.  
Transports funéraires. A la  
réception de lettres ou télé-  
grammes, expédition immé-  
diate et franco par retour du  
courrier, à toute destination.  
**Fr. Haasenstein & Vogler**,  
Lausanne.  
Fleurs, couronnes  
et couvertures mortuaires.  
**TÉLÉPHONE 156**  
Adr. télégr.: Cercueil, Lausanne

LAUSANNE. — IMP. L. VINCENT.